

Mesures pour favoriser le bien-être animal

Résumé

Eurogroup for Animal Welfare se réjouit de la position centrale qui a été attribuée au bien-être animal dans le règlement de l'UE concernant le développement rural grâce à la réforme de la politique agricole commune en 2003. Il est désormais possible d'allouer des aides aux agriculteurs pour améliorer le bien-être des animaux par le biais de toute une série de nouvelles mesures et Eurogroup demande instamment aux Etats membres d'inclure ces mesures dans leurs plans nationaux de développement rural.

Réglementation sur le développement rural

Le Conseil de Göteborg de juin 2001 a clairement spécifié que l'amélioration du bien-être des animaux constitue un objectif légitime de la politique agricole commune (PAC). Le Conseil conclut en ces termes: «Au cours de ces dernières années, la politique agricole européenne ...s'oriente de plus en plus vers la satisfaction des exigences accrues du public, en termes de sécurité alimentaire, qualité des aliments, différenciation des produits, bien-être des animaux, qualité environnementale et protection de la nature et des campagnes.»

Cette tendance se reflète dans les réformes de la PAC, approuvées en 2003, qui offrent de nouvelles possibilités de mettre la priorité sur l'agriculture durable et de produire des aliments de grande qualité qui respectent le bien-être animal et les autres objectifs du développement rural.

Le bien-être des animaux occupe désormais une position centrale dans le règlement sur le développement rural (RDR). Le RDR inclut actuellement toute une série de mesures pour lesquelles une aide financière peut être octroyée aux agriculteurs qui souhaitent améliorer le bien-être des animaux.

Les six mesures suivantes du RDR acquièrent une importance particulière pour le bien-être des animaux.

- 'Agro-environnement et bien-être des animaux': cette mesure permet d'allouer une aide aux agriculteurs qui prennent 'un engagement vis-à-vis du bien-être des animaux' impliquant plus que la mise en œuvre des bonnes pratiques d'élevage. L'objectif de cette aide est de contribuer aux coûts supplémentaires, de compenser la perte de revenus et d'encourager les agriculteurs.
- 'Qualité des aliments': cette mesure permet d'octroyer une aide aux agriculteurs participant à des programmes d'assurance qualité qui vont nettement au-delà des normes commerciales courantes y compris concernant le bien-être des animaux. Une aide peut être allouée pour couvrir les frais de conversion, les cotisations annuelles et les frais occasionnés par les contrôles de conformité avec le programme en question.



ANDREW FORSYTH/
ESPICA PHOTOLIBRARY

- 'Mise aux normes': permet d'allouer une aide aux agriculteurs qui doivent respecter des normes plus strictes de bien-être animal, suite à l'adoption de nouvelles lois communautaires.
- 'Investissement pour la modernisation des exploitations agricoles': permet d'allouer une aide couvrant les frais engendrés par l'introduction de systèmes visant à améliorer le bien-être des animaux.
- 'Services de conseils aux agriculteurs': cette mesure permet d'allouer une aide couvrant les frais d'utilisation de ces services afin d'identifier les améliorations que les agriculteurs doivent entreprendre pour respecter les normes réglementaires de bien-être.
- 'Formation': permet d'allouer une aide dans le cas de formations aux pratiques de production compatibles avec le bien-être des animaux.



COLIN SEDDON/REPCA PHOTOLIBRARY

Les normes de bien-être animal dans le cadre du RDR

Les normes de bien-être animal devraient s'articuler sur trois niveaux différents pour améliorer le bien-être dans le cadre du RDR (voir figure).

- Le niveau de base requiert le respect des lois, qui est renforcé par le mécanisme d'éco-conditionnalité. Une aide peut être octroyée dans le cadre de la mesure 'mise aux normes'.
- Le niveau intermédiaire permet d'apporter des améliorations précises dans le cadre des mesures 'agro-environnement et bien-être animal' et 'investissement'. Des programmes de niveau intermédiaire pourraient, par exemple, inclure la formation du personnel qui s'occupe des animaux, la mise en place de plans de santé vétérinaires pour les élevages et la conversion des caillebotis en revêtements solides recouverts de paille, pour les porcs ou les bovins.

- Le niveau supérieur adopte une approche globale de l'élevage et requiert des normes strictes pour chacun des aspects de l'exploitation agricole. Une aide à ce niveau serait allouée dans le cadre des mesures 'qualité des aliments' et 'agro-environnement et bien-être animal' et pourrait être basée sur les normes élaborées pour plusieurs secteurs par Eurogroup for Animal Welfare.

Les normes d'Eurogroup pourraient constituer les normes significativement plus strictes que les normes commerciales requises par la mesure concernant la qualité des aliments ainsi que celles qui impliquent plus que l'application de bonnes pratiques d'élevage requises par la mesure 'agro-environnement et bien-être animal'.

Exemples chiffrés

A travers différentes études de cas, ce rapport présente différents systèmes et pratiques impliquant des normes strictes de bien-être susceptibles d'être financés par les mesures du RDR.

Ces exemples comprennent notamment:

- Le remplacement des caillebotis pour les porcs par des revêtements solides recouverts de paille
- L'élevage de poulets de chair en libre parcours
- L'application de normes strictes de bien-être dans l'élevage de porcs
- La mise aux normes dans la production d'œufs
- La formation professionnelle pour améliorer le potentiel humain
- La mise en œuvre de plans de santé vétérinaires.



ANGELA HAMPTON/REPCA PHOTOLIBRARY

L'amélioration du bien-être des animaux
en fonction de différents niveaux de normes



Conclusion

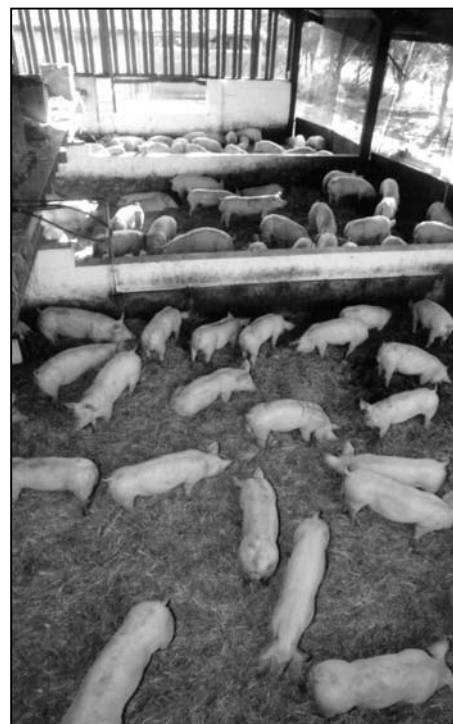
Eurogroup demande aux Etats membres d'allouer des aides aux agriculteurs qui souhaitent appliquer des normes améliorées de bien-être animal, par le biais de leurs plans nationaux de développement rural (PNDR). De tels subsides devraient plus particulièrement être octroyés aux mesures du RDR qui prévoient un soutien aux agriculteurs qui participent aux programmes d'assurance qualité; s'engagent à appliquer des normes plus strictes de bien-être des animaux ; aident les agriculteurs à respecter de nouvelles normes légales plus strictes ; investissent pour moderniser leurs exploitations agricoles ; ou utilisent les services de conseils.

Des améliorations du bien-être animal ont été réalisées au RU (Pays de Galles) dans le cadre de la mesure relative aux zones défavorisées bien que le RDR n'inclue pas spécifiquement le bien-être animal dans le mandat des zones défavorisées. Chaque fois que les Etats membres ajoutent des mesures dans leur PNDR qui ne comprennent pas expressément des objectifs de bien-être animal, ils devraient néanmoins s'assurer, si possible, que l'application de ces mesures soit bénéfique pour le bien-être des animaux.

Les objectifs du RDR en matière de protection animale et le RDR en soi manquent cruellement de fonds. Une part considérablement plus importante du budget de la PAC devrait être allouée au 2e Pilier (développement rural) et les Etats membres devraient engager une plus grosse part des dépenses effectuées dans le cadre de leurs PNDR pour améliorer le bien-être des animaux.

Dans le contexte des négociations avec l'OMC, l'UE insiste pour que les paiements visant à aider les agriculteurs à appliquer des normes strictes de bien-être soient inclus dans la 'boîte verte' de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. Ce but doit se refléter dans la volonté de l'UE et des Etats membres de réserver une partie du budget du développement rural pour l'amélioration du bien-être des animaux.

Le bien-être des animaux est crucial pour l'avenir de tout le secteur agricole et de la production alimentaire car il entretient des liens étroits avec les mesures visant à améliorer la santé animale et l'environnement, mais aussi parce qu'il satisfait les demandes des consommateurs et les besoins des producteurs. Il est impératif que les possibilités d'améliorer le bien-être des animaux, telles qu'elles figurent dans le Règlement 1783/2003, soient incorporées par les Etats membres dans leur PNDR. Ce rapport montre comment cet objectif peut être atteint.



FREEDOM FOOD